**Zeitschrift:** Schweizerische Zeitschrift für Soziologie = Revue suisse de sociologie = Swiss journal of sociology

**Herausgeber:** Schweizerische Gesellschaft für Soziologie

**Band:** 17 (1991)

**Heft:** 3

**Artikel:** Quelques remarques à propos de l'influence de la réligion dans la société Suisse

**Autor:** Michelat, Guy / Lambert, Yves

**DOI:** https://doi.org/10.5169/seals-814872

**Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

**Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

**Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

**Download PDF:** 22.08.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch**

# QUELQUES REMARQUES À PROPOS DE L'INFLUENCE DE LA RELIGION DANS LA SOCIÉTÉ SUISSE

*Guy Michelat*[a] *et Yves Lambert*[b]
[a]Centre d'étude de la vie politique française (CNRS – FNSP),
10 rue de la Chaise, F–75007 Paris
[b]Station d'économie et sociologie rurales (INRA),
65 rue de Saint-Brieuc, F–35042 Rennes

Il faut tout d'abord dire tout l'intérêt de cette communication et des problèmes qui y sont posés. Le parti de poser, dans le même questionnaire, des questions sur l'importance accordée à la religion par rapport à d'autre domaines, privés ou publics, sur le rôle des convictions religieuses et sur les conséquences d'une disparition des Eglises est extrêmement fructueux. (Il est culturellement significatif qu'à notre connaissance, il n'existe pas d'équivalent en France de certaines de ces questions). Enfin, la mise en relation des réponses à ces divers types de questions serait certainement pleine de profit.

## 1. Importance accordée à la religion

Il faut d'abord noter que l'importance accordée à la religion dans la vie quotidienne personnelle se situe bien après celle attribuée au couple et aux enfants, au travail, aux amis, et aux loisirs ; le seul domaine auquel on accorde moins d'importance est celui de la vie politique et des affaires publiques (et pour les plus jeunes, elle occupe même la dernière place). C'est à dire que le degré d'importance qu'on lui accorde la rend plus proche de la sphère publique que du domaine privé.[1] Cela peut surprendre si on pense que la religion est maintenant considérée comme faisant essentiellement partie de la sphère privée.

Peut-on dissocier religion chez les individus et religion dans la société ? Si la religion perd de son importance chez les individus, son rôle peut-il persister dans la société ? Mais on pourrait taire l'hypothèse qu'elle pourrait subsister chez les individus et non dans la société.

1 Mais cela peut provenir du fait que la question a pu être comprise en termes de «temps consacré à».

## 2. Représentations des conséquences d'une disparition des Eglises en Suisse

Cette question est intéressante parce qu'elle permet de mesurer indirectement les représentations des actions visibles des Eglises dans la société suisse : c'est, d'une certaine façon, la description de ce que l'existence des Eglises permet ou empêche actuellement. Mais peut-on considérer qu'il existe des représentations homogènes concernant l'ensemble des Eglises, pour toutes les propositions ? Par ailleurs, certaines de celles-ci sont d'interprétation difficile et ambivalente.

On reconnaît surtout aux Eglises des rôles caritatifs et humanitaires au niveau national et international (paix et aide au développement). Comme s'il existait un partage des rôles entre l'Etat chargé de l'action sociale la plus technique (sociosanitaire), s'adressant au plus grand nombre, et les Eglises se consacrant plutôt au soutien affectif des moins intégrés à la société. C'est particulièrement le cas quand il s'agit de rompre la solitude des personnes âgées, pour lesquelles rien n'existe dans nos sociétés contemporaines où la famille s'est repliée sur le couple et les enfants.

En revanche, 67% accordent aux Eglises un rôle, que l'on peut considérer comme de type religieux, dans la société, en tant que productrices de sens.

Faire confiance aux religions pour survivre sous forme de petites communautés malgré la disparition de leurs appareils (71%), c'est aussi d'une certaine façon considérer que ces derniers ne sont pas indispensables, mais 43% pensent tout de même que la religion chrétienne tendrait à disparaître (43% sont d'un avis opposé).[2]

43% des Suisses ne pensent pas que «les gens changeraient la société plutôt que d'attendre une amélioration dans l'au-delà» si les Eglises disparaissaient : cela semble vouloir dire qu'actuellement l'Eglise n'a aucun rôle dans le fait que les Suisses ne sont pas des révolutionnaires ; c'est plus une représentation de la société suisse que des Eglises. De même, le fait que 54% ne pensent pas qu' «il y aurait moins de gens à l'esprit conservateur» peut se lire de diverses façons : les Eglises n'encouragent pas le conservatisme (ou même le combattent) ou il y a déjà beaucoup de gens à l'esprit conservateur dans la société et les Eglises n'y sont pour rien.

Une majorité des répondants estime que les Eglises ne concourent pas au respect des lois.

2 Que signifie alors que l'augmentation des petites communautés soit un scénario également vraisemblable pour ceux qui pensent que la religion disparaîtrait et parmi ceux qui pensent le contraire ?

60% ne considèrent pas que «les gens penseraient plus à gagner de l'argent». Selon que l'on valorise, ou non, soi-même l'enrichissement et que l'on considère que les Eglises (ou certaines) y sont, ou non, favorables, les réponses peuvent avoir des sens différents. Soit on pense que les Eglises sont favorables à l'enrichissement, qu'elles ont une action efficace en ce sens et on en regretterait la disparition ou, au contraire, on s'en réjouirait, soit on pense que les Eglises sont hostiles à l'enrichissement mais qu'elles sont inefficaces et que leur disparition ne changerait rien.

Enfin 68% estiment que la disparition des Eglises ne constituerait pas un obstacle de moins au progrès économique :[3] soit on juge que les Eglises sont un obstacle mais que leur action est inefficace, soit on pense qu'elles ne sont pas un obstacle et que leur disparition ne modifierait donc pas la société.

## 3. Attitudes à l'égard du rôle des Eglises et âge

Pour toutes les questions utilisées pour évaluer les attitudes à l'égard du rôle des Eglises dans la société suisse, on observe une décroissance des pourcentages quand on va des 17–25 ans aux 60 ans et plus. Les différences peuvent être très importantes : 5 vont de 32 à 43 points de pourcentage, 9 autres de 10 à 29 points. Les plus jeunes acceptent beaucoup moins la présence de la référence religieuse dans les institutions politiques (en particulier, qu'un conseiller fédéral doive être chrétien, et que la religion chrétienne soit la base de la société) ; ils sont bien moins persuadés des effets sur la société de la disparition des Eglises. Mais ils admettent l'action caritative et humanitaire des Eglises.

A propos de ces différences, Claude Bovay écrit «qu'il existe une attitude, pour ne pas parler d'une culture, jeune et une attitude de l'âge mûr» et évoque l'alternative devant laquelle se trouve le sociologue des religions «qui hésite à annoncer l'émergence d'une nouvelle religiosité dont serait porteuse la nouvelle génération ou à souligner plutôt que la différence entre groupes d'âge face à la religion est un phénomène récurrent et qu'elle n'autorise pas à prédire le comportement religieux futur des jeunes générations actuelles». S'agit-il de cultures qualitativement différentes ou de deux états de la même culture ? Est-ce que ce que l'on trouve chez les jeunes n'est pas une image estompée de la culture religieuse de leurs parents, recomposée avec des éléments venant d'autres systèmes symboliques para-religieux ou non-religieux ? Cela constitue-t-il une «nouvelle religiosité» ?[4]

3 Reste que le progrès économique peut être assimilé au libéralisme ou au socialisme.

4 On pense à certains «bricolages» : en France, seulement 7% des jeunes sont des «catholiques

Certains éléments d'information font penser que les attitudes et les pratiques des jeunes actuels peuvent être, dans une certaine mesure, indicatrices de leur comportement futur.

Si je prends l'exemple du catholicisme en France : la pratique religieuse diminue quand on passe des plus agés aux plus jeunes ; il en est de même pour les croyances religieuses (Michelat, 1990b). On pourrait penser effectivement que ces résultats ne permettent pas de faire un pronostic sur le devenir religieux des jeunes actuels : cette pratique plus réduite des jeunes pourrait être un phénomène constant propre à une étape de la vie et la pratique augmenterait, l'âge venant.[5] Il semble plutôt que l'on assiste à une diminution du niveau d'intégration au catholicisme de l'ensemble des Français. Globalement, en France, la proportion de catholiques pratiquants réguliers est passée de 20% en 1966 à 11% en 1986, mais cette diminution n'est pas uniquement due à la faible pratique des plus jeunes, elle existe dans toutes les tranches d'âge (tableau 1) et la perte est d'autant plus importante que l'âge est moins élevé. Il semble donc bien qu'il ne s'agit pas seulement d'un phénomène propre à un âge de la vie mais qu'il provient aussi d'un effet de conjoncture (le niveau de pratique diminue dans toutes les générations) et d'un effet de génération (la baisse est particulièrement importante chez les jeunes).

Tableau 1

Pratiquants réguliers selon l'âge en 1966 et 1988 (France)

| | moins de 40 | 40–59 | 60 et plus |
|---|---|---|---|
| 1966 | 18 | 20 | 25 |
| 1988 | 3 | 11 | 19 |
| d=66–88 | +15 | +9 | +6 |

Au plan des attitudes à l'égard des institutions religieuses, je dispose de peu d'éléments permettant une comparaison terme à terme.[6] Toutefois le tableau 2 présente quelques informations sur l'attitude à l'égard de l'institution catholique, que l'on peut rapprocher des résultats suisses.[7] L'image du Pape est plus favorable

orthodoxes» : pratiquants réguliers et ne croyant pas aux para-sciences (contre 23% des plus vieux), alors que 24% d'entre eux se trouvent dans la situation opposée, non intégrés religieusernent et croyant à la fois au para-normal et à l'astrologie (contre seulement 13% des plus âgés) (Boy, Michelat, 1986).

5 Ce qui apparaît dans les graphiques de Van Houtte repris par Boulard et Remy (1968).

6 Il est intéressant d'observer les differences culturelles que révélent les différences de questions posées dans nos deux pays.

que celle de l'Eglise catholique en France (vraisemblablement liée à sa présence médiatique). 56% ont plutôt confiance dans l'Eglise mais celle-ci arrive très loin après la science (93%), l'école (81%), la police (74%), les associations de parents d'élèves (70%), les banques (64%), l'armée (62%), la justice (60%), elle est à égalité avec l'administration, ne devançant que les députés (54%), les syndicats (49%) et la télévision (42%). Enfin 45% des Français pensent que les chrétiens agissent plus que les autres pour les pays pauvres : on retrouve l'idée que le christianisme, religion d'amour, a une vocation humanitaire.

Dans tous les cas l'image est d'autant plus favorable que l'âge est plus élevé. En revanche, plus on est jeune, moins on semble être concerné par la religion, si l'on en juge par les taux de sans-réponse.

Parler de «redéploiement» supposerait qu'on est en train de sortir d'une phase de repli ; or les indices en ce sens font défaut. En outre, le fait que, quand on passe des plus âgés aux plus jeunes, le recul du religieux se manifeste, quels que soient les indicateurs utilisés, fait douter de la réalité d'un redéploiement. Il n'en demeure pas moins qu'il est nécessaire d'être attentif aux recompositions possibles, comme le fait Claude Bovay.

## 4. Attitudes à l'égard du rôle des Eglises et variables religieuses

Contrairement à ce qu'on pouvait attendre, on trouve peu de différences de réponses selon l'appartenance religieuse, et celles qui existent sont difficilement interprétables. En revanche on est frappé par les différences qui existent, pour presque tous les indicateurs, entre protestants ou catholiques et les «sans confession». Ces derniers sont plus hostiles à la présence religieuse dans les institutions politiques et ils sont moins persuadés des effets de la disparition des Eglises. Mais il y a peu de différences quand il s'agit de reconnaître aux Eglises une fonction de producteurs de sens pour un grand nombre d'individus ou une fonction d'aide aux individus et aux pays qui en ont besoin.

Ces résultats se retrouvent, mais de façon beaucoup plus significative, quand on prend en compte le degré de pratique religieuse. C'est-à-dire que moins on se situe à un degré élevé d'intégration religieuse, moins on reconnaît l'existence d'une influence des Eglises sur la société et, moins on la souhaite, du moins dans le domaine politique.[8] Bien sûr, cela ne veut pas dire, par exemple, que

7 Ils proviennent les uns de l'enquête de 1986, menée avec Julien Potel et Jacques Maitre, (déjà analysée dans Michelat 1990 a et b, et qui doit faire l'objet de Michelat, Potel, Sutter et Maitre, 1991), l'autre de l'enquête de 1988 du Ceviopof (Ceviopof, 1990).

8 A quelques exceptions près qui concernent l'action humanitaire et caritative. Ajoutons que les «sans confession» ne considèrent pas les Eglises comme des obstacles au progrès économique.

Tableau 2

Réponses en fonction de l'âge (France : 1986 et 1988)

| | Total | Age 18–25 | 26–34 | 35–49 | 50–64 | 65 et+ | d |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| – Selon vous, le fait d'être chrétien conduit-il ou non à agir plus que les autres pour les pays pauvres ? | | | | | | | |
| oui | 45 | 34 | 43 | 50 | 47 | 51 | –17 |
| – Etes-vous tout à fait d'accord ... avec les prises de position de Jean-Paul II sur les problèmes de morale familiale et sexuelle (contraception, avortement) ? | | | | | | | |
| Tout à fait d'accord | 14 | 8 | 6 | 10 | 17 | 32 | –24 |
| Tout à fait et plutôt d'accord | 31 | 19 | 19 | 28 | 40 | 53 | –34 |
| Sans réponse | 20 | 27 | 21 | 18 | 18 | 18 | +9 |
| – Et sur les problèmes sociaux et politiques ? | | | | | | | |
| Tout à fait d'accord | 13 | 8 | 5 | 12 | 15 | 23 | –15 |
| Tout à fait et plutôt d'accord | 44 | 33 | 37 | 49 | 47 | 50 | –17 |
| Sans réponse | 32 | 42 | 35 | 27 | 29 | 29 | +13 |
| – Quelle opinion avez-vous du Pape Jean-Paul II ? | | | | | | | |
| très bonne | 29 | 16 | 21 | 29 | 36 | 42 | –26 |
| très bonne + plutôt bonne | 79 | 69 | 74 | 83 | 79 | 88 | –19 |
| Sans réponse | 15 | 24 | 17 | 12 | 15 | 8 | +16 |
| – Et quelle opinion avez-vous de l'Eglise catholique en France ? | | | | | | | |
| très bonne | 9 | 6 | 5 | 6 | 12 | 16 | –10 |
| très bonne + plutôt bonne | 61 | 54 | 54 | 63 | 63 | 68 | –14 |
| Sans réponse | 21 | 29 | 20 | 20 | 19 | 15 | +14 |
| | | (268) | (296) | (381) | (321) | (263) | |
| – Avez-vous ... plutôt confiance dans l'Eglise ? | 56 | 38 | 45 | 53 | 72 | 71 | –33 |
| Sans réponse | | 19 | 17 | 18 | 11 | 11 | +9 |
| | 4032 | (587) | (878) | (999) | (861) | (707) | |

*Légende :*
d: différence entre «65+» et «18–25»

tous les pratiquants hebdomadaires considèrent que le conseiller fédéral devrait être chrétien, ni que tous les non-pratiquants y sont opposés, mais les relations ordinales mises en évidence semblent significatives (la différence est ici de 50 points de pourcentage).

Ces résultats ne semblent pas vérifier l'hypothèse de départ de Claude Bovay : «l'intérêt marqué pour la religion dans sa vie par l'individu ne corrèle pas nécessairement avec ses représentations de l'influence sociale de la religion». D'autant que le texte présenté précise qu'on retrouve cette corrélation à partir d'autres indicateurs religieux comme la fréquence de la prière, dont la teneur existentielle (au sens de Glock) semble importante. De ce point de vue «religion pour soi» et «religion pour les autres» semblent bien liés.

Le tableau 3 présente pour la France des résultats du même type, bien que non directement comparables. Ainsi, par exemple, 96% des catholiques pratiquants réguliers ont plutôt confiance dans l'Eglise contre seulement 12% des sans-religion. La proportion de sans-réponse semble, là aussi, un indice du fait que moins on est intégré au catholicisme, moins on se sent concerné par les institutions catholiques.

Pour terminer, une dernière question : les religions répondent-elles actuellement à des besoins nouveaux, ou ne remplissent-elles plus que certaines des fonctions qu'elles ont toujours exercées, en se cantonnant à celles qui restent compatibles avec la modernité ?

Pour aller plus loin, il faudrait mettre en relation ces résultats avec la réalité du rôle des Eglises dans les systèmes d'enseignement et de santé, par exemple, en tenant compte de la diversité du statut des Eglises dans les différents cantons. Comme il a été fait référence à Luhmann, il pourrait s'agir d'examiner quelle est l'influence du sous-système religieux sur les autres sous-systèmes et sur le système global, et réciproquement. Le travail de C. Bovay laisse supposer que les Eglises jouent surtout un rôle dans des domaines correspondant à certaines de leurs compétences : éthique, éducation, santé, action caritative, aide au développement, par exemple. C. Bovay propose une explication de l'autonomie très grande de l'économie par le jeu du marché. On peut dire, de la même façon, que les règles fondamentales de la démocratie pluraliste, propres à l'ensemble des pays occidentaux, sont largement autonomes par rapport aux Eglises. Du coup, l'influence de la religion ne peut s'exercer qu'en dehors de ce tronc commun. Ajoutons, à cet égard, que les Eglises peuvent remplir des fonctions latentes qui ne deviendraient manifestes qu'en cas de grave nécessité : qu'adviendrait-il si la démocratie était menacée (cf. rôle des Eglises à l'Est) ? Les Eglises pourraient alors jouer un rôle de sauvegarde de valeurs qui, en tant que telles, sont pourtant des valeurs séculières. D'une façon plus générale, il

s'avère que l'importance accordée aux valeurs centrales (liberté, famille, amitié, solidarité, etc.) est toujours nettement supérieure à l'importance conférée à la religion, comme si la forme dominante des repères était en fait de type axiologique (Lambert, 1988). Il conviendrait donc de préciser également quelle est l'influence de la religion sur ces valeurs.

Tableau 3

Réponses en fonction de la pratique religieuse
(France : 1986 et 1988)

| | | Catholiques Pratique | | | | Sans religion | d |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| | | hebd. | mens. | occas. | n.p. | | |
| Chrétiens pays pauvres | | 76 | 53 | 56 | 41 | 28 | 48 |
| Pape morale | (++) | 42 | 22 | 15 | 10 | 4 | 38 |
| | (++ et +) | 75 | 53 | 35 | 26 | 9 | 66 |
| | Sans réponse | 6 | 11 | 18 | 22 | 29 | –23 |
| Pape pb soc et pol. | (++) | 34 | 20 | 10 | 11 | 4 | 30 |
| | (++ et +) | 73 | 56 | 48 | 41 | 26 | 47 |
| | Sans réponse | 20 | 28 | 29 | 33 | 43 | –23 |
| Opinion Jean–Paul II | (++) | 66 | 46 | 36 | 23 | 11 | 55 |
| | (++ et +) | 97 | 96 | 91 | 80 | 49 | 48 |
| | Sans réponse | 2 | 0 | 7 | 14 | 37 | –35 |
| Opinion Eglise | (++) | 23 | 22 | 11 | 6 | 2 | 21 |
| | (++ et +) | 85 | 79 | 72 | 60 | 35 | 50 |
| | Sans réponse | 4 | 6 | 13 | 20 | 43 | –39 |
| | | (173) | (81) | (231) | (760) | (235) | |
| Confiance dans l'Eglise | | 96 | 88 | 80 | 52 | 12 | +84 |
| | Sans réponse | 2 | 4 | 7 | 18 | 25 | –23 |
| | | (370) | (215) | (681) | (2033) | (518) | |

*Légende :*

d : différence entre «pratique hebdomadaire» et «sans religion»
hebd. : hebdomadaire
mens. : mensuelle
occas. : occasionnelle
n.p. : non pratiquant

opinion (++) et (+) : très et plutôt bonne
pape morale (++) : tout à fait d'accord
(++) et (+) : tout à fait et plutôt d'accord

## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

BOULARD Fernand, REMY Jean (1968), *Pratique religieuse urbaine et régions culturelles,* Editions Economie et Humanisme/Les Editions Ouvrières, Paris.

BOY Daniel, MICHELAT Guy (1986), «Croyances aux parasciences : dimensions sociales et culturelles», *Revue Française de Sociologie,* XXV11/2, 175–204.

CEVIPOF (1990), *L'électeur français en questions,* Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris.

LAMBERT Yves (1991), «La religion et la recomposition du symbolique chez les jeunes Français», *Social Compass,* 38(4), 357–372.

MICHELAT Guy (1990a), «L'identité catholique des Français – I. Les dimensions de la religiosité», *Revue française de sociologie,* XXX1/3, 355–388.

MICHELAT Guy (1990b), «L'identité catholique des Français – II. Appartenances et socialisation religieuse», *Revue française de sociologie,* XXX1/4, 609–633.

MICHELAT Guy, POTEL Julien, SUTTER Jacques et MAITRE Jacques (1991), *Les Français sont-ils encore catholiques ?,* Editions du Cerf., Paris.